

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article8>

Le FBI sur la piste d'un espion israélien au Pentagone

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : samedi 28 août 2004

Spyworld Actu

WASHINGTON (Reuters) - Le FBI enquête sur la présence éventuelle au sommet de la hiérarchie du Pentagone d'un espion israélien soupçonné d'avoir fourni à l'Etat juif des documents secrets au sujet de l'Iran, a-t-on déclaré à Reuters de sources proches de l'administration américaine.

Un analyste appartenant aux services du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld aurait transmis les documents en question par le biais de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), une puissante organisation pro-israélienne, a-t-on précisé.

Ces sources se sont refusées à identifier l'espion présumé, ajoutant qu'aucune procédure judiciaire n'avait été engagée.

Un responsable a présenté le suspect comme un responsable de la hiérarchie intermédiaire du Pentagone en qui l'on ne pouvait pas voir un haut conseiller.

L'ambassade d'Israël aux Etats-Unis a catégoriquement démenti les allégations concernant cette affaire.

Dans un communiqué, le Pentagone dit coopérer avec le département de la Justice dans le cadre de cette enquête et minimise l'hypothèse selon laquelle le suspect aurait pu influencer sur le cours de la politique américaine au Proche-Orient .

L'enquête porte sur un unique individu travaillant à un niveau inférieur "qui n'était pas en position d'avoir une influence significative sur la politique américaine", explique-t-il. "Une puissance étrangère n'aurait pas non plus été en mesure d'influencer la politique américaine par l'intermédiaire de cet individu", selon l'auteur du communiqué.

L'information avait été révélée par CBS News. De l'avis de la chaîne, l'espion que le FBI serait sur le point de démasquer était au contraire tout à fait en mesure de peser sur les choix de l'administration.

CBS assure qu'il était en contact avec Paul Wolfowitz, numéro deux du Pentagone, et avec Douglas Feith, sous-secrétaire à la Défense, deux personnalités qui comptent parmi les principaux architectes du recours à la force contre Bagdad, selon les observateurs.

"À L'INTÉRIEUR DE LA CHAÎNE DE DÉCISION"

"Cela place les israéliens - selon l'une de nos sources - à l'intérieur de la chaîne de décision", a souligné la chaîne, selon laquelle le suspect serait un "analyste jugé digne de confiance" affecté à une unité chargée d'élaborer la politique irakienne du Pentagone.

Pour le New York Times, le suspect travaillait pour le compte de Feith, qui - souligne le journal - avait créé une unité de renseignement spéciale chargée avant la guerre d'établir qu'un lien unissait Bagdad au réseau Al Qaïda.

Parmi les documents qu'il aurait remis aux autorités israéliennes figure un projet de directive présidentielle au sujet de l'Iran, que Bush a rangé dans son fameux "axe du mal" aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord, ajoute CBS.

Dans la soirée, le Washington Post a par ailleurs indiqué sur son site internet que l'individu soupçonné, spécialiste

Le FBI sur la piste d'un espion israélien au Pentagone

de l'Iran, était un membre des services de renseignement du département de la Défense proche de la retraite.

Le quotidien précise que l'enquête a été ouverte il y a plus d'un an.

Interrogé sur le sujet, un porte-parole de l'ambassade d'Israël a répondu : "Nous démentons catégoriquement ces allégations. Elles sont entièrement fausses et scandaleuses."

L'AIPAC a également démenti de façon catégorique. "Nous prenons au sérieux nos responsabilités de citoyens américains", explique l'organisation dans un communiqué, ajoutant que ses adhérents coopèrent pleinement avec les autorités.

Premier partenaire diplomatique et financier d'Israël, Washington a néanmoins connu il y a quelques années un précédent du même ordre.

Jonathan Pollard, analyste auprès des services de renseignement de la Marine américaine, avait ainsi été accusé en 1985 d'avoir fourni des informations secrètes à l'Etat juif. Il a été condamné deux ans plus tard à la prison à vie et l'affaire reste un sujet délicat entre les deux pays.